

# Présentation des finances des départements en 2006

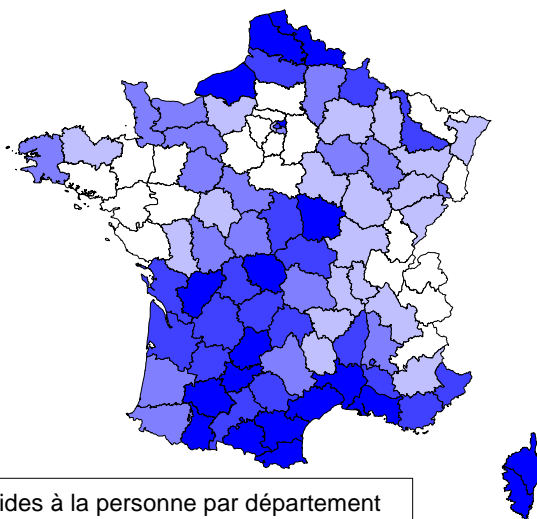
L'année 2006 est marquée pour les départements par la poursuite des transferts de compétences avec notamment:

- le transfert des personnels techniciens et ouvriers de service (88,38 millions d'euros),
- le transfert du réseau routier national,
- la mise en place de la nouvelle prestation de compensation du handicap (PCH) et la tutelle administrative et financière des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

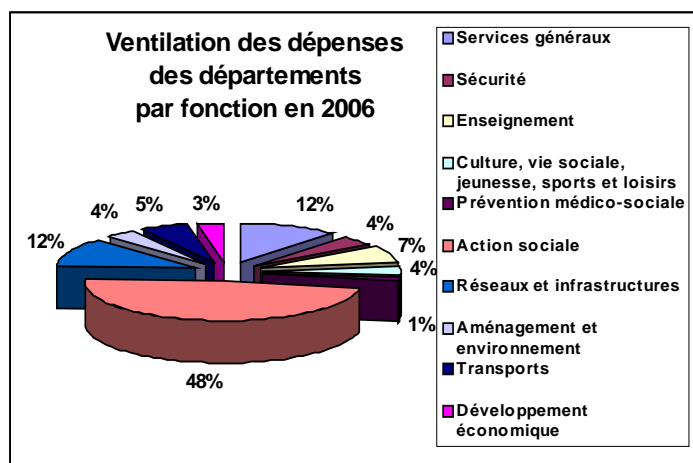
L'action sociale occupe une place croissante dans le budget des départements. Ainsi, près de 26,1 milliards d'euros ont été consacrés à l'action sociale<sup>1</sup> en 2006, contre 24,8 milliards en 2005, soit une hausse de plus de 5%.

Les aides à la personne ont, quant à elles, progressé de 6,75% entre 2005 et 2006, atteignant un montant global de 12,1 milliards d'euros en 2006.

## Les aides à la personne en 2006



<sup>1</sup> Charges de fonctionnement et dépenses d'investissement comprises, d'après les données issues de la nomenclature fonctionnelle des départements en 2006 (fonction 5 : Action sociale).



L'analyse des comptes agrégés des départements s'appuie sur la démarche suivante :

- 1) Étude de la formation de l'autofinancement (CAF) par l'analyse de la section de fonctionnement.
- 2) Étude du financement des investissements par l'analyse de la section d'investissement.

Ces deux premières parties ne prennent en compte que les opérations réelles : seules les dépenses et recettes se traduisant *in fine* par un décaissement ou un encaissement sont prises en compte (par exemple les dotations aux amortissements ne sont pas considérées comme des charges réelles).

- 3) L'étude du patrimoine dans une optique financière constitue la dernière partie. Cette étude du patrimoine repose sur le bilan fonctionnel, qui consiste en un reclassement des postes du bilan agrégé des départements, en vue de mettre en évidence les principaux équilibres financiers : fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie. La dette, intégrée au fonds de roulement, fait l'objet d'un développement plus détaillé.

## Equilibre financier global

en millions d'euros

	2004	2005	05/04 en %	2006	06/05 en %
<b>Dépenses totales*</b>	<b>51 836</b>	<b>54 295</b>	<b>+4,7</b>	<b>58 346</b>	<b>+7,5</b>
<b>Recettes totales*</b>	<b>51 391</b>	<b>54 416</b>	<b>+5,9</b>	<b>58 933</b>	<b>+8,3</b>
Charges de fonctionnement (1)	37 431	39 291	+5,0	42 216	+7,4
Produits de fonctionnement (2)	45 104	47 604	+5,5	51 550	+8,3
<b>Autofinancement (A) = (2)-(1)</b>	<b>7 673</b>	<b>8 313</b>	<b>+8,3</b>	<b>9 333</b>	<b>+12,3</b>
Emplois d'investissement (hors dette)	11 728	12 129	+3,4	12 925	+6,6
Ressources d'investissement (hors emprunts)	2 803	2 783	-0,7	3 240	+16,4
<b>Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)</b>	<b>808</b>	<b>1 154</b>	<b>NS</b>	<b>939</b>	<b>NS</b>

\* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

## L'augmentation des volumes financiers gérés par les départements apparaît sensible.

Le volume d'activité des départements connaît une croissance significative tant en dépenses (+ 7,5%) qu'en recettes (+ 8,3%), consécutive notamment aux nouveaux transferts de compétences. Hors transferts, les dépenses progressent de 7% et les recettes de 7,9%.

Le ratio de dépenses réelles totales hors dette en euros par habitant souligne cette tendance en s'établissant à 932 euros en 2006 contre 877 en 2005, soit une augmentation de 6,3%.